



**V2 du 05/01/2022**

A l'attention de :

**M. André SILVERA**

S.P.R.A

21 Avenue de Paris

91790 BOISSY SOUS SAINT YON

Préfecture de l'Essonne  
Boulevard de France  
CS 10701  
91010 Courcouronnes Cedex

Boissy sous Saint Yon, le 13 octobre 2021.

Objet : Demande d'agrément Centre VHU

Monsieur,

Conformément à la réglementation en vigueur, je soussigné M SILVERA, gérant de la société SPRA, m'engage à respecter les obligations du cahier des charges mentionné dans l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 modifié par l'arrêté du 14 avril 2020 relatif aux agréments des exploitants des centres de véhicules hors d'usage et à mettre en œuvre tous les moyens en découlant afin d'obtenir l'agrément préfectoral de notre centre VHU, sur la commune de Boissy sous Saint Yon. Cet engagement concerne uniquement les opérations réellement réalisées sur le site, soit les opérations de dépollution avant remise à un centre VHU agréé broyeur.

A cet effet, vous trouverez associés à la présente les renseignements concernant l'installation visée.

Restant à votre disposition pour vous apporter tous les compléments que vous jugerez utiles et nécessaires, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'expression de mes respectueuses salutations.

SILVERA André

A black and white photograph of a handwritten signature in dark ink. The signature is stylized, with a large, bold 'S' and 'A' that are interconnected. The rest of the signature is more fluid and less distinct.

Gérant

## A. Objet

La société SPRA exerce l'activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usages ou de différents moyens de transports hors d'usage.

Elle récupère les véhicules accidentés de deux sociétés de location de voitures. Elle ne vend pas de pièces détachées.

L'agrément PR 91 0004D est échu depuis le 28 octobre 2019 et la demande de renouvellement fixée réglementairement au plus tard au 28 avril 2019 n'a pas été engagée ; ce qui entraîne aujourd'hui sa suspension. Afin de maintenir son activité, une nouvelle demande d'agrément doit être réalisée auprès de la Préfecture selon les nouvelles dispositions de l'arrêté du 14 avril 2020.

Le présent dossier présente les éléments attendus pour solliciter un agrément pour la dépollution des VHU. Le dossier de demande d'agrément comprend les éléments listés ci-dessous, comme demandé dans l'annexe IV de l'arrêté du 2 mai 2012.

« Le dossier de demande d'agrément d'un centre VHU comporte :

« 1° Un plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;

« 2° Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation notamment les emplacements affectés :

« a) A la prise en charge ou au déchargement des véhicules hors d'usage qui sont remis à l'exploitant par leurs détenteurs ;

« b) A l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués, des véhicules à risque et des véhicules en attente d'expertise par les assureurs ;

« c) A la réalisation des opérations obligatoires de dépollution, de retrait et de démontage des composants des véhicules conformément aux dispositions des 1° et 2° de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté ;

« d) A l'emplacement des principaux outillages que l'exploitant est tenu de disposer pour exercer son activité notamment :

« - un poste de dépollution ou équivalent ;

« - un dispositif de levage de véhicules hors d'usage ou équivalent ;

« - les dispositifs de récupération et d'entreposage des fluides (lave-glace, liquide de refroidissement, huiles usagées et liquides de frein, carburants...) ;

« - un dispositif de vidange et de récupération de gaz liquéfiés ;

« - un perforateur de réservoirs ou équivalent ;

« - les équipements dédiés à la récupération des fluides des systèmes de climatisation des véhicules conformément à l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement ;

« - un dispositif de neutralisation des composants à déclenchement pyrotechnique sauf si l'exploitant s'engage à les retirer conformément aux dispositions du 1° de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté ;

« - un dispositif de découpe et de récupération du verre automobile s'il y a lieu ;

« e) A l'entreposage des déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage (entreposage des pièces enduites de graisse telles que les moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des autres pièces métalliques et en matières plastiques, des pneumatiques usagés, des batteries, des pots catalytiques, des réservoirs, des fluides... ) et de leurs contenants appropriés.

« Ce plan précise également les emplacements de l'installation qui sont revêtus de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs ou de tout autre équipement d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées.

« Une échelle plus réduite de ce plan peut, sur la proposition du demandeur, être admise par l'autorité administrative ;

« 3° Une description détaillée des caractéristiques techniques des principaux outillages utilisés par l'exploitant pour exploiter son installation conformément aux dispositions de l'annexe I du cahier des charges joint à l'agrément du présent arrêté. »

## B. Contexte

### B.1 Présentation de la société

Raison sociale : SPRA

Forme juridique : SARL

Dirigeant de l'entreprise : Monsieur André SILVERA

Adresse du siège social : 37, avenue Joffre – 93700 DRANCY

Adresse de l'installation : 21, avenue de Paris – 91790 BOISSY SOUS SAINT YON

Numéro de SIRET : 41769622600030

Code NAF : 4511 Z

### B.2 Tel : 01 40 10 80 03 Identité de l'auteur du document

SARL GAIA Conseils

28 rue du 8 mai 1945

69650 QUINCIEUX

Rédacteur : Nathalie TRINEL, Ingénieure conseil en ICPE.

Tél. 06.69.09.05.17

### B.3 Situation réglementaire

L'entreprise est implantée sur la commune de Boissy sous Saint Yon. Son activité principale est la dépollution de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI3/BE 0120 du 03 juillet 2009, portant agrément pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (véhicules 4 roues jusqu'à 3,5 tonnes). L'agrément de la société est arrivé à échéance le 3 juillet 2015. La société a déposé un dossier de renouvellement d'agrément en date du 16 juillet 2015. L'inspection a demandé des compléments par courrier du 28 septembre 2015 référencé D2015-1600.

Le nouvel arrêté a été signé le 28 octobre 2016 (°2016-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/835).

Celui-ci est devenu caduque depuis fin octobre 2019. Une nouvelle demande d'agrément doit donc être déposée.

Le projet est implanté sur la parcelle 100 de la section AL du cadastre d'une superficie totale de 1 600 m<sup>2</sup> répartie comme suit :

550 m<sup>2</sup> dédiée à l'activité VHU comportant :

- Sur une aire de 400 m<sup>2</sup> étanche :
  - Zone de stockage des VHU à dépolluer : 30 m<sup>2</sup> - 3 VHU maximum en attente de dépollution seront stockés sur cette aire
  - Zone de stockage des VHU dépollués : 125 m<sup>2</sup> maxi,
  - Stockage de la benne pneus (20 pneus maxi).
  - Le reste de la surface étant dédiée à la circulation des engins.
- Atelier de dépollution : 150 m<sup>2</sup> dans le bâtiment dédié;

1 050 m<sup>2</sup> dédiés à des constructions et activités annexes : bureaux, maison, ventes de véhicules d'occasion, de scooters...

**Surface totale dédiée à l'activité VHU : 550 m<sup>2</sup>**

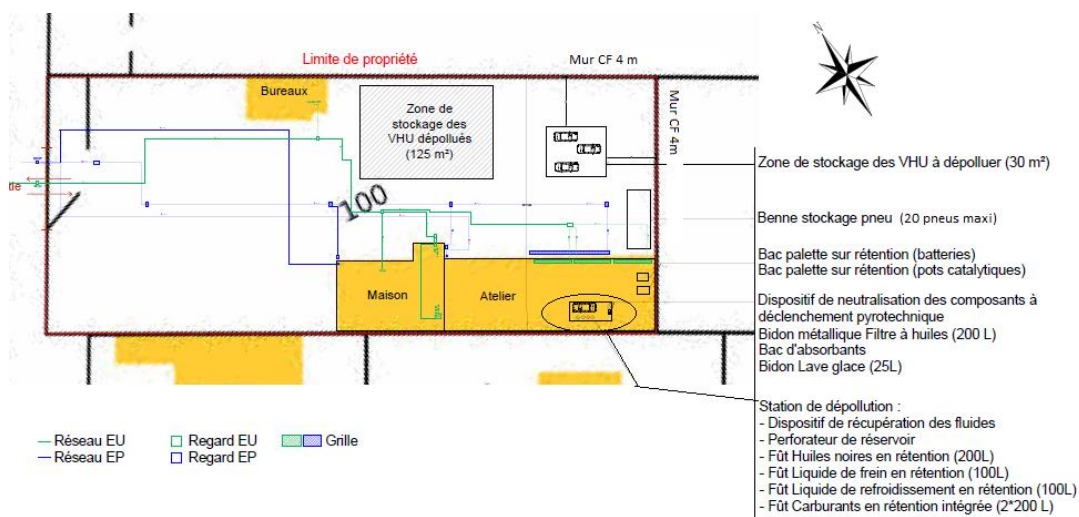


Figure 1: Plan des zones dédiées à l'activité VHU

La surface totale dédiée aux activité VHU conformément à la circulaire du 24 décembre 2010 (Note du 25 avril 2017) est donc de 450 m<sup>2</sup>. Celle-ci est supérieure au seuil d'enregistrement de 100 m<sup>2</sup> défini par la rubrique 2712-1 *Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage* :

1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant	
b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>	(E)

SPRA est donc une installation classée au titre des ICPE.

## C. Plan de situation du cadastre

Le plan de situation du cadastre dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation est présenté en **PJ 2 du dossier de demande d'enregistrement**.

## D. Plan détaillé du site

Le plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200, indiquant les dispositions projetées de l'installation est présenté en **PJ 3 du dossier de demande d'enregistrement**.

## E. Activité de dépollution des VHU

L'activité VHU sera organisée en trois zones :

- VHU en attente de dépollution,
- Station de dépollution,
- VHU dépollués (carcasses).

Dès leur réception sur le site et préalablement à leur dépollution, les batteries sont démontées et placées dans un bac spécifique couvert placé à proximité de la station de dépollution. Les véhicules hors d'usage sont ensuite disposés sur une zone spécifique : Véhicules à dépolluer (AD). Cette zone est entièrement bétonnée. Les eaux pluviales sont collectées dans un réseau et sont, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures, rejetées dans le réseau communal. Les véhicules ne seront pas empilés.

Sur le site seront effectuées les opérations suivantes :

- Stockage des véhicules pollués : les VHU non dépollués seront stockés à leur arrivée sur la zone arrière du site (aire bétonnée reliée à un séparateur à hydrocarbures). Un maximum de 3 VHU sera stocké, sur une surface de 30 m<sup>2</sup>. SPRA prévoit de dépolluer au fur et à mesure les VHU.

- Dépollution : les VHU seront emmenés dans le bâtiment vers la station de dépollution afin d'être dépollués. Le retrait de l'ensemble des fluides se fera via un kit de dépollution de marque AUTO-DRAIN. Ce kit a pour caractéristiques :

- Vidange de l'huile par gravité Vidangeur avec bol ajustable capacité 120 litres ou par aspiration avec kit de sondes capacité 120 litres
- Retrait du Liquide de refroidissement par aspiration avec pointe à durites et kit de sondes capacité 120 litres
- Retrait du Liquide de freins par aspiration avec sondes et 4 tétons de purge capacité 90 litres
- Récupérateur essence avec 3 outils capacité 120 litres
- Récupérateur- diesel avec 3 outils capacité 120 litres
- Bac de vidange roulant capacité 60 litres
- Kit anti-débordements
- Système de récupération des gaz de clim avec machine, raccords, tuyaux, balance et bouteille
- Perforateur de réservoir et Valise déclencheur Air-Bag

Démontage : Seront retirés les batteries, les filtres à huile, les pots catalytiques et les pneus.

Le transport des VHU vers la station de dépollution s'effectue dans les limites du site avec un chariot élévateur approprié et convenablement dimensionné. Les VHU seront dépollués par un agent spécialement formé à cet effet.

- Aire de stockage des carcasses : sur une autre aire bétonnée: Elle permet de stocker les carcasses en vue de leur collecte par une semi-remorque (Société agréée), centre VHU numéro 2 ou broyeur.

- Stockage de pièces de réemplois : toutes les pièces démontées sont, après contrôles, stockées et référencées dans le bâtiment. SPRA ne fera pas de vente de pièces détachées. Toutes les pièces démontées seront utilisées, ou mise en déchet le cas échéant. Les pièces détachées stockées sur le site seront récupérées par la STE BAUER, société sous-traitante, en pièce de réemploi et pour les autres pièces par le démolisseur.

Le tableau des déchets dangereux issus de la dépollution, leur stockage maxi et leur destination sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : déchets dangereux générés par l'activité VHU

Déchet	Stockage sur site	Volume max sur site	Exutoire
Huiles noires	Fût métallique sur rétention sous abri	200 L	Filière agréée
Liquide de frein	Fût métallique sur rétention sous abri	220 L	Filière agréée
Liquide lave-glace	Bidon de 25L	25 L	Filière agréée
Liquide refroidissement	Fût métallique sur rétention sous abri	200 L	Filière agréée
Carburants	Fût métallique sur rétention sous abri	200 L	Filière agréée
Batteries	Bacs étanches	200 kg	Filière agréée
Filtres à huiles et gasoil	Fût métallique sur rétention sous abri	200 L	Filière agréée
Absorbants souillés	Bidon plastique dans le bâtiment	100 L	Filière agréée
Pots catalytiques	Bacs étanches sous abri	200 kg	Filière agréée
Fluides frigorigènes	Bouteille	1 bouteille 7.7 kg	Filière agréée
Pneumatiques	Bacs étanches sous abri	20 pneumatiques	Filière agréée
Pare-chocs	Sur zone dédiée		Filière agréée
Réservoirs	Sur zone dédiée		Filière agréée
Carcasses	Sur zone dédiée	3 VHU	GDE Rocquancourt

- Le site ne prend pas les véhicules GPL.

L'origine des VHU est géographiquement située préférentiellement dans le département de l'Essonne et éventuellement les départements limitrophes.

## F. Moyens mis en œuvre

Le tableau en pages suivantes reprend les éléments exigés conformément à l'article 5 de l'arrêté du 2 mai 2012 et les dispositions opérationnelles correspondantes.

### POINT 1

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :		
Les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés.	retrait des batteries, pots catalytiques. Les véhicules GNR ne sont pas pris en charge par SPRA	Dès obtention de l'agrément
Les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur	Les filtres à huile et à carburant seront retirés	
Les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés	Les airbags seront neutralisés	
Les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigels et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées	Les carburants, tous les huiles, les liquides de refroidissement, antigels et liquides de freins seront retirés	
Le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement	Les fluides frigo seront retirés	
Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques	Les filtres et condensateurs contenant PCB ou PCT seront retirés. Ils seront placés dans une boîte identifiée le cas échéant. Très peu de VHU aujourd'hui présentent cette particularité.	
Les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques	Idem PCB, PCT ci-dessus	
Les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation	Les pneumatiques seront démontés et transférés au broyeur en même temps que la carcasse.	



POINT 2

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
Les éléments suivants sont retirés		
Composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé	Les composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.) sont extraits des VHU en vue de recyclage. Les VHU seront remis à un broyeur agréé équipé de PST qui sépare les métaux non ferreux après broyage.	Dès obtention de l'agrément
Composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux		
Verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013		

POINT 3

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation. La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite. Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides. Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.	Il n'y aura de vente de pièces d'occasions.	-

POINT 4

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :		
Les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets	Les VHU seront remis à un broyeur agréé qui dispose de TRR et TRV conformes aux attentes de l'Europe.	Dès obtention de l'agrément
Les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage ne sont remis qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement	Les déchets seront remis à des installations autorisées.	Dès obtention de l'agrément

## POINT 5

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement. Cette déclaration comprend :		
Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité	La société ne possède pas de certification.	SO
Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;	Toutes ces informations seront communiquées directement via la plateforme SYDEREP par le centre VHU chaque année avant le 31 mars	Dès obtention de l'agrément
L'âge moyen des véhicules pris en charge		
La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle		
Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire		
Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers	Automatique via la déclaration SYDEREP	L'année suivant l'obtention de l'agrément
Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints		
Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges	Le choix de l'organisme tiers est en cours de négociation.	SO
Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.	Le centre VHU n'est inscrit dans aucun centre constructeur.	SO
Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.	En cas de transfert de SPRA vers un centre VHU n°2, cette disposition sera respectée.	SO
La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1. Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.		

POINT 6

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.	Les informations seront disponibles et tenues à jour	Dès l'année suivant l'obtention de l'agrément

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.	Les informations seront disponibles et tenues à jour.	Dès obtention de l'agrément

POINT 7 : Instance économique

POINT 8 : Traçabilité

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.	La société SPRA mettra en place une procédure conformément aux dispositions de l'article R.322-9.	Dès obtention de l'agrément

POINT 9 : Garanties financières

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.	Les centres de déconstruction VHU sont pour l'instant exonérés de cette exigence	SO

POINT 10 :

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :		
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir	Les VHU seront stockés à l'extérieur du bâtiment, où le sol est imperméabilisé. Un bac d'absorbant permettra de confiner les éventuelles fuites le cas échéant	Dès obtention de l'agrément
Les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant à minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs. L'empilement de véhicules sur ces emplacements est interdit, sauf s'il est utilisé des rayonnages cantilevers.	La dalle sur laquelle sera positionnée la station de dépollution sera entièrement bétonnée. Pas d'empilement de véhicules.	Immédiat
Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention	Les pièces susceptibles de pollution seront placées à l'intérieur du bâtiment, sur des zones étanches et en rétention si besoin (Moteurs par exemple)	Immédiat
Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés	Les PCB et éléments au mercure sont interdits sur les véhicules depuis plusieurs années. Une caisse en plastique placée sur rétention permettra d'entreposer les pièces susceptibles de contenir des PCB ou PCT.	Dès obtention de l'agrément
Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention	La station de dépollution comprendra tous les réservoirs nécessaires à la dépollution des VHU.	Dès obtention de l'agrément
Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques	Les pneus seront stockés dans un container fermé positionné sur la dalle étanche et envoyés vers une filière de revalorisation	Dès obtention de l'agrément
Les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par	L'activité à lieu uniquement sur la dalle béton. Pour les écoulements lors de la dépollution, la station est équipée d'une rétention	Immédiat

passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci	spécifique. Les eaux pluviales qui ruisselleront sur la dalle béton seront traitées via un séparateur débourbeur avant rejet au milieu naturel	
Le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal	Le registre de police sera mis en place	Dès obtention de l'agrément

POINT 11 : Taux de réutilisation et de recyclage

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés	SPRA dépolluera les VHU et démontrera certains composants du VHU. D'autres, tels les pare-chocs, pare-brises, réservoirs seront démontés par le broyeur avant broyage. Ils rentrent donc dans les chiffres de SPRA, ce qui permettra un TRR de 3,5 et un TRV de 5.	Dès obtention de l'agrément

POINT 12 : Coopération avec un broyeur

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.	Le broyeur retenu comme exutoire sera celui qui permettra l'atteinte des taux réglementaires. Le choix définitif sera réalisé dès la parution des TRR et TRV des broyeurs prévus par SYDEREP pour 2021.	-

POINT 13 : Bordereau de Suivi

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.	Le bordereau sera mis en place.	Dès obtention de l'agrément

POINT 14 : Attestation de capacité

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.	L'attestation sera réalisée dès l'obtention de l'agrément et l'achat du matériel de dépollution	-

POINT 15 : Vérification de la conformité

Exigences	Constat ou Engagement	Délai
<p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;</li> <li>– certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;</li> <li>– certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.</li> </ul> <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>	La vérification par un organisme tiers accrédité sera réalisée par un organisme agréé à réception de l'agrément.	Dès obtention de l'agrément

## G. Capacités techniques

Pour l'activité de dépollution de VHU, la société disposera du matériel suivant :

- Logiciel de gestion de parcs VHU
- Kit de dépollution (déjà acquis)
- 2 Chariot élévateur (déjà acquis)

## H. Annexes

Attestation de capacité